

La mondialisation en débats

LAURENT CARROUE, PROFESSEUR DE GEOGRAPHIE A PARIS VIII

Pour comprendre ce qu'est la mondialisation, je pense qu'il est préférable en introduction que je m'appuie sur des exemples concrets de la vie de tous les jours. Je suis venu en avion de Paris à Mulhouse avec Air France qui a récemment absorbé KLM et ceci m'a rappelé que l'un des grands enjeux de la fusion fut le maintien du hub d'Amsterdam. Les questions d'emplois local ou régional, voir d'infrastructures, sont en effet dominantes car dans un marché mondial de plus en plus concurrentiel, les réseaux sont essentiels. Mais il n'y a pas de flux et de réseaux sans ancrages territoriaux matériels, réels. Dans le transport aérien, la politique de libéralisation et la montée de la concurrence ont entraîné la quasi-faillite de certaines compagnies aériennes en Europe, car leur taux de rentabilité ne dépasse pas les 1 à 2 % l'an ce qui les met en difficulté au moindre incident (cf Italie actuellement). Aux Etats-Unis, les compagnies aériennes en difficulté peuvent se placer sous la protection de la loi des faillites alors qu'en Europe, elles doivent fusionner ou disparaître. Le système international est fragile, les prix du transport aérien ont très fortement baissé partout - ce qui a induit en retour une large démocratisation et une explosion des flux - mais on peut sans doute se demander si aujourd'hui nous n'avons pas atteint des seuils, un plancher : les prix proposés correspondent-ils aux coûts réels, techniques, sociaux et environnementaux. On peut être en douter.

Puis, en partant d'Orly, j'ai repensé au débat sur le sauvetage d'Air France à l'époque où M. Gaysot était Ministre des Transports. Les discussions portaient alors sur la libéralisation des flux transatlantiques entre les États-Unis et l'Europe - le 1^{er} marché mondial - souhaitée par les Américains qui voulaient s'emparer du maximum de ce créneau porteur. Il y a eu des dissensions très fortes entre la France et l'Union européenne, puis entre l'Union européenne et les Etats-Unis. En effet, il faut comprendre que, sous la pression des lobbies qui financent les campagnes des Présidents américains, il est tout à fait habituel aux Etats-Unis que des plaintes tout azimut soient lancées contre l'Europe dans le cadre de l'OMC ou des accords bi-latéraux. Ainsi la Colombie a été poussée par les États-Unis à déposer plainte contre la banane « subventionnée » antillaise. Face à l'immense pression américaine, M. Gaysot a du négocier à l'échelle communautaire pour que la dérèglementation européenne soit la plus mesurée possible et parvenir à convaincre la majorité des ministres des transports européens. Cela a impliqué des concessions de la part de la France sur d'autres marchés ou secteurs européens, par exemple dans les produits agricoles avec certains pays méditerranéens ou avec l'Autriche sur le transit alpin et, en compensation, les Américains ont obtenu l'implantation d'un groupe de logistique aérienne à Roissy.

En venant, j'ai aussi survolé les immenses usines Peugeot de Sochaux. Dans la mondialisation, il n'y a pas du tout déterritorialisation des marchés ou des firmes, bien au contraire. De plus, il n'y a pas d'uniformisation. Ainsi, par rapport à Renault, Peugeot demeure un groupe très marqué par une certaine culture sinon germanique du moins rhénane. Très implanté dans l'Est de la France dans de très grands établissements, il reste marqué par des facteurs culturels spécifiques. Cependant, la direction a commencé à délocaliser en Slovaquie certaines productions et, par exemple, à s'implanter aussi en Chine. Sur la Porte d'Alsace, on doit insister sur le fait que l'économie locale et régionale est d'autant plus fragile qu'elle tourne autour d'une entreprise, d'un acteur, sinon unique, du moins omni-présent. L'arrivée en 2006 d'un nouveau président chez Peugeot peut se traduire par d'importantes inflexions stratégiques dont l'impact sur l'économie et l'industrie de la région peuvent être considérables. Cependant, Peugeot joue la qualité, la continuité et le haut de gamme, suivant un modèle opposé à celui de Renault. De même, Peugeot a toujours refusé jusqu'ici les grandes fusions internationales, contrairement à Renault-Nissan, et il donne la priorité à des systèmes d'alliances à géométrie variable avec telle firme européenne ou japonaise (cf implantation en Europe centrale). Cela veut dire que même pour deux groupes français appartenant à la même branche industrielle, l'insertion dans la mondialisation peut prendre des modalités et des caractéristiques très différentes. On peut bien parler là de résistance, de résilience des territoires à une prétendue uniformisation du monde.

Car en disant et en acceptant l'idée que la mondialisation est un rouleau compresseur, on évite le débat. Juste à côté de Mulhouse, de l'autre côté de la frontière, Bâle est une des capitales mondiales de la chimie et de la pharmacie, avec des groupes de taille mondiale. On retrouve là des héritages à la fois suisses et rhénans qui remontent à la Révolution industrielle, voir avant. Cette inégalité des niveaux de développement qui ne cesse de se creuser depuis le XVIII ou XIX em siècle se retrouve encore aujourd'hui, par exemple, avec les profondes inégalités dans le secteur de la recherche de ce secteur crucial. 85 % de la production

pharmaceutique mondiale est consommée par les pays du Nord qui ne représentent que 18 % de la population mondiale. La mondialisation se nourrit et alimente ce profond dualisme, alors qu'en même temps la question des solidarités Nord/sud se pose avec toujours plus d'évidences (cf lutte contre le SIDA, les maladies tropicales, la grippe aviaire...). Car la majorité des recherches pharmaceutiques portent sur l'obésité et le vieillissement, c'est-à-dire qu'elles s'adressent au marché des pays développés solvables. Mais même dans ces pays, le système de financement des médicaments est très différent d'un pays à l'autre. Aux Etats-Unis, on vit avec un système d'assurances privées au niveau de la Sécurité sociale et de la couverture maladie et des prix de vente des médicaments parmi les plus élevés du monde qui permettent aux firmes pharmaceutiques américaines de dégager des marges de 15 à 18% alors que des dizaines de millions d'Américains ne sont pas couverts par une solidarité minimale. En Europe à l'inverse - et pour des raisons historiques opposées de construction du modèle social ouest européen qui s'élabore progressivement de la fin du XIX em siècle (pensons même par ex. aux lois sociales de Bismarck) aux Trente Glorieuses - les Etats contrôlent assez étroitement les activités et les prix des groupes pharmaceutiques, à travers en particulier l'encadrement des prix et un financement via une sécurité sociale spécifique. Je vous renvoie pour plus de détail aux études présentées dans les Images Economiques du Monde 2006 et 2007. Toujours est-il que par ses dépenses générales et le poids de sa population, la recherche et le marché pharmaceutique sont aujourd'hui aux Etats-Unis, qui pèsent environ 50 % du marché pharmaceutique mondial. Comme vous pouvez le constater, et je le souligne souvent, la mondialisation n'est en rien "mondiale" tant sont nombreux les exclus de la définition de son architecture et de ses bénéfices potentiels ou réels. La contrainte sur les firmes est donc forte, et dans la pharmacie on pense d'abord la mondialisation de la branche au prisme des Etats-Unis.

Mais à force d'oublier le reste, il peut y avoir de brutaux retours de manivelle. Et ce autour de deux contradictions majeures.

Premièrement, alors qu'il devient de plus en plus difficile, coûteux et hasardeux de trouver de nouvelles molécules; les entreprises transnationales sont face à une contradiction : d'un côté, elles cherchent à cloisonner, limiter, contrôler, garder un monopole scientifique, technologique ou commercial, mais de l'autre ces mêmes firmes n'ont jamais eu autant besoin de sociabilité, de diffusion ou d'échanges. Il faut bien avoir conscience que nous sommes pour certains développements scientifiques et techniques à un moment de rupture civilisationnelle : comme le montre la coopération internationale dans la station orbitale ou dans la recherche de nouvelles énergies de fusion et non plus de fission comme le programme ITER, un seul pays - aussi puissant soit il - ne peut seul faire face aux nouveaux défis scientifiques et technologies. Il faut là réaffirmer des besoins de coopérations que l'on peut qualifier d'universelles.

La levée de cette contradiction structurelle majeure passe pour les firmes, entre autres pharmaceutiques, par le territoire et donc la géographie. C'est bien la polarisation spatiale sur certains lieux spécifiques - en gros les espaces métropolitains, c'est à dire les très grandes villes disposant des fonctions stratégiques aux échelles nationales, continentales ou mondiales - où se trouvent une accumulation d'hommes (et de femmes) permettant la circulation des idées, des innovations, des cerveaux dans le tissu productif entre grandes firmes et de PME, universités et hôpitaux... C'est ce que l'on appelle le processus de métropolisation qui est un des ressorts essentiels de la mondialisation.

Deuxièmement, l'arrivée des génériques bouleverse la donne technologique et le marché. Si ceux-ci existent depuis longtemps, il convient de souligner que leur essor récent est étroitement associé à une question juridique : l'arrivée en fin de vie de la période de protection des brevets sur de "vieilles" molécules qui tombent ainsi dans le domaine public. Comme on le voit, la mondialisation ne rend pas du tout obsolète l'échelle nationale qui demeure l'échelle fondamentale de création du droit, que ce droit soit un droit national (cf français), continental (cf Union européenne et droit communautaire) ou international. Mais cette question juridique n'est rien sans le fait de disposer des moyens technologiques et productifs de fabrication de ces médicaments tombés dans le domaine public. Et à nouveau, la géographie intervient à travers la question du développement ou du sous/non développement et de l'autonomie ou non des politiques publiques (une grande question géopolitique ayant trait " a la puissance " des Etats). Cette question des génériques a d'abord été posée pour les médicaments traitant le SIDA. Malgré d'importantes difficultés et résistances, les pays du Sud ont réussi à imposer la reconnaissance d'un droit au soin - reconnu par la communauté internationale - qui entraine en contradiction avec les logiques de marché et de rentabilité au nom d'une nouvelle éthique universelle. Cette avancée est une novation majeure au tournant du XX em et du XXI em siècle. Mais cette avancée du droit doit tout aux rapports de forces géoéconomiques et géopolitiques imposés par les pays du Sud. On constate en effet que les Etats du Sud capables de produire des génériques sont les grandes puissances régionales - Brésil, Afrique du Sud et Inde, pour l'essentiel - disposant des moyens de le faire ET de la volonté politique de le mettre en oeuvre. Et on revient ici à un débat tout à fait essentiel dans l'actualité : quelle doit être l'architecture stratégique générale de la mondialisation ? Doit elle être organisée sur un monde uni- (donc dominé par la puissance dominante, les Etats-Unis) ou multi-polaire ?

Ceci dit, nous n'en avons pas encore fini avec les génériques. Actuellement, environ 80 % des génériques vendus en France sont produits en Inde. Mais on doit bien avouer que nous sommes là dans une situation

limite. Car le niveau technique et technologique indien est parfois insuffisant ou très limite par rapport aux exigences qualitatives de ces médicaments. Actuellement, une partie des médecins craint le développement de nouvelles allergies dues à une mauvaise manipulation des molécules ou à une qualité médiocre des excipients utilisés dans ceux-ci. Certes, on obtient une baisse des prix de production, mais qui peut reposer de nouveaux problèmes - éventuels - de santé publique. On peut sans doute délocaliser - c'est à dire transférer dans un pays du Sud à bas coût salariaux une production pour réexportation vers les marchés du nord - sans conséquence pour l'usager du textile ou de l'électronique - encore que la qualité du Made in China laisse de plus en plus à désirer du fait de la surexploitation de la main d'œuvre et des bas coûts des matériaux et de production - mais pas n'importe quel produit chimique ou pharmaceutique.

Au total, vous le voyez, je pense important de réinscrire la mondialisation dans une démarche d'analyse rigoureuse. Loin d'être un *Deus ex Machina*, elle intéresse notre vie de tous les jours et prend souvent des dimensions multi-formes très concrètes. Elle interroge à la fois les champs économiques, sociaux, juridiques... mais surtout, j'ai essayé de vous le montrer, politique, au sens large. Pour des citoyens, c'est important. La mondialisation est un produit historique étroitement associé aux jeux de pouvoirs et à des décisions politiques, en particulier prises par des élus aux échelles nationales ou internationales.

Mais la mondialisation, c'est aussi - et à mes yeux de géographe avant tout - du territoire. Il n'y a pas de déterritorialisation. Ainsi, dans votre région du sud de l'Alsace se pose la question centrale de savoir comment profiter des avantages d'une zone transfrontalière à travers les tentatives de coopération transrégionales mises progressivement en place avec la Suisse et l'Allemagne. On voit aussi apparaître dans l'organisation des territoires de nouvelles entités : des ONG, des mobilisations d'acteurs institutionnels, politiques, sociaux, locaux, régionaux. Comprendre et maîtriser intellectuellement la mondialisation passe par la bonne maîtrise des emboîtements d'échelle. Le glocal - c'est à dire l'articulation directe et sans intermédiaire d'une espace local avec le marché mondial est un leurre. Chaque échelle spatiale - mondiale, continentale, nationale, régionale, départementale, métropolitaine et locale - joue un rôle spécifique avec à chaque fois des jeux d'acteurs et des thématiques différentes qui toutes participent en définitive à la dynamique de la mondialisation

Questions

Bernard Reitel

- *J'ai l'impression que la mondialisation est un processus contradictoire. On parle d'uniformisation de liens nouveaux, de techniques innovantes avec l'ère des réseaux mais d'un autre côté, on est à la recherche de territoires, de différenciations. La mondialisation est-elle vraiment un bulldozer ?*

Le terme contradictoire n'est pas un gros mot, c'est un des éléments de fonctionnement de l'histoire et des sociétés. La mondialisation est contradictoire, c'est un processus historique de longue durée avec une mise en relation du monde de plus en plus importante : à la suite des travaux d'historiens comme F. Braudel (...), on peut la définir comme le processus historique de diffusion géographique du capitalisme marchand dans l'espace mondial. Elle n'est pas centralisatrice mais se nourrit des différenciations du monde. Si les entreprises partent en Chine, c'est parce que les différences salariales vont de 1 à 20. La mondialisation, c'est l'utilisation des capacités de chaque territoire. Les bas salaires en Chine s'expliquent par le retard de développement, parce que la croissance démographique y fait que l'offre de main d'œuvre est supérieure à la demande. 20 % des salariés seulement y sont couverts par un système de retraite et d'assurances moderne car on compte sur les solidarités familiales pour assurer le reste. Un des problèmes fondamentaux de la Chine actuelle - qui reproduit encore aujourd'hui un schéma de solidarités familiales et villageoises qui a existé en France au XVIIème - est d'initier une nouvelle construction socio-économique efficiente. La Chine valorise en effet pour l'instant des traditions anciennes dans un système moderne, ce qui explique en partie sa compétitivité mais implique à moyen terme que ces traditions sont appelées à disparaître ou à se transformer en profondeur. Ainsi, on va vers un noyau familial recomposé. Il va falloir que le gouvernement mette en place un système de protection sociale, ce qui entraînera une hausse marquée des salaires, exigence sociale qui va remettre en cause à moyen ou plus long terme le modèle chinois de dumping salarial. En matière de dumping social, les entreprises cherchent à aller toujours plus loin mais cela aura un terme.

De même, les trajectoires d'insertion dans la mondialisation des espaces de production agricole peuvent être très différentes. Le Ghana comme la Côte d'Ivoire produisent du cacao pour le marché mondial, mais les deux agricultures vont réagir de façon différente. Le Ghana va privilégier le travail des fèves et former une main d'œuvre spécialisée, la Côte d'Ivoire va se cantonner au ramassage et si le séchage est mal fait, la fève perd rapidement une grande partie de sa valeur gustative. Le Ghana fournit un cacao de qualité grâce au savoir fait paysan adapté à la culture d'exportation. La Côte d'Ivoire continue à produire massivement, faisant disparaître 85% de la forêt sous la pression démographique et agricole, mais les fèves sont souvent de mauvaise qualité.

- *Quelle est l'incidence à court et moyen terme du problème écologique qui peut avoir des effets sur la survie de la planète perturbée par les transports inutiles et les pesticides entre autres?*

L'agriculture est avec l'exploitation minière un des premiers domaines à avoir fait l'objet de la mondialisation. Colomb cherchait la route des épices vers l'Inde. Le développement de la canne à sucre a changé le mode de vie des Européens. On a profité du climat tropical humide et organisé la traite des Noirs pour se fournir en main d'œuvre afin de développer les cultures de plantation des "Iles à sucre". Quand Napoléon a organisé le blocus des Iles britannique, en retour, les navires anglais ont coupé l'approvisionnement de l'Europe en sucre de canne et la betterave à sucre a été développée en France. Il existe différents types de marché. Les produits tropicaux, qui sont l'objet de l'activité de FMN, font l'objet d'une mondialisation continue avec des grands domaines de plantation en Amérique centrale et en Asie, liés à la colonisation hollandaise ou américaine. Conjointement, les mêmes productions qui relèvent de la petite paysannerie existent avec une organisation différente. Aujourd'hui, il y a de grands débats sur les grands domaines. On leur reproche d'exploiter une main d'œuvre sous payée et d'utiliser des pesticides sans protection. Dans les pays du Nord, on a eu deux thématiques. Celle de la sécurité alimentaire : une des raisons d'être de la PAC était d'assurer à l'Europe l'autosuffisance alimentaire, vœu également de l'Inde et la Chine aujourd'hui. L'Inde a été poussée vers l'autonomie, pour avoir souffert de l'application stricte du food power américain qui lui a refusé des céréales à titre de punition pour son soutien au Vietnam et après une cruelle sécheresse en 1965-66. En réaction à l'embargo américain, les autorités indiennes ont engagé la Révolution Verte et des modifications techniques qui lui apportent quantitativement l'autosuffisance.

Il faut dégager des surplus pour le marché mondial. On est dans des logiques de concurrence très fortes. Qui connaît aujourd'hui les limites ? Les problèmes alimentaires en Europe sont aujourd'hui réglés. Dans les années 50, on était dans une culture de l'intensif, du besoin d'accumuler des réserves, de la peur de manquer. Les nouvelles générations ont des exigences différentes, plus qualitative, très récentes sur le plan historique et encore peu répandues à l'échelle mondiale. La PAC part à l'Est alors que la France en était un des principaux bénéficiaires. Les groupes agro-industriels français veulent maintenir ce type d'agriculture largement subventionnée en cherchant de nouveaux débouchés en mettant en avant depuis peu l'éthanol. On ne va plus produire pour l'exportation subventionnée mais pour le marché français. On va renationaliser la PAC, c'est la France qui va resubventionner les agriculteurs. On recherche aussi des goûts nouveaux ce qui laisse la place à une petite paysannerie productrice de produits de qualité mais est-ce encore de la mondialisation ? On ne peut l'accuser de tout. Le débat sur l'agriculture biologique est un débat national et politique.

- *Les échanges ont toujours existé. Pourquoi la mondialisation fait-elle peur aujourd'hui alors que les Africains peuvent y gagner. Pourquoi fait-elle si peur aux Français ? Est-elle justifiée ? Peut-on proposer d'autres solutions ? Doit-on prendre acte et se tourner vers d'autres engagements et chercher de nouveaux champs de recherche et d'autres voies que celles que nous voulons conserver. Quels sont les moyens pour lever la crainte ? Sont-ils les mêmes en Europe et en Afrique ?*

Vos questions sont très vastes et demandent des réponses élaborées. On trouve de la soie chinoise en Grèce dès le III^{ème} avant J.C. Dans l'histoire de la mondialisation, toutes les puissances dominantes ont cherché à s'ouvrir des marchés pour que leurs productions soient vendues et que les profits remontent au centre. Ce sont des éléments permanents. Tous les développements économiques et la construction d'une base autonome au niveau national ont conduit à une construction du savoir, une montée en gamme et une autonomie. On commence par se protéger puis on attaque les marchés extérieurs. C'est la logique des Empires coloniaux qui s'effondrent entre 1945 et 1975. C'est une logique anti libérale car le processus de libre échange généralisé est très récent. Il date des années 1970-1980 et tend à se généraliser. Ce qui a changé les choses, c'est le passage du GATT à l'OMC. On est passé d'un système de négociations libres à une structure internationale où les décisions sont obligatoires avec un arsenal de contraintes juridiques et économiques. Personne n'a obligé les Etats à y adhérer. Mais le monde; l'Europe et la France n'ont jamais été aussi riches ! L'enrichissement est réel et mondial. Est-il lié à la croissance ? Est-il quelque chose de rapide qui ne s'inscrit pas dans le futur ou le développement ? Engage-t-il des processus durables et nouveaux de production de richesses. On est dans un stade de croissance mais jusqu'où ? On constate la fin, la limite des ressources, il faut changer les paradigmes mais ils ont un millénaire et demi d'existence. C'est un basculement de civilisation qu'on nous demande. Le citoyen perçoit les problèmes politiques qui ne sont pas du ressort des universitaires mais des politiques.

La société mondiale n'a jamais été aussi inégale. Dans la mondialisation libérale, depuis les années 1950-1960, deux systèmes s'opposent : un bloc socialiste et un bloc libéral, qui a débouché sur des compromis

sociaux et socio-économiques. On a vu émerger un modèle keynésien né aux Etats-Unis qui a entraîné l'apparition de la sécurité sociale et la hausse des salaires. Le SMIG a augmenté après 1968 mais stagne depuis 1980. Les congés payés - de 15 jours en 1936, sont passés à 4 semaines en 1968 puis à 5 en 1981 - ne sont pas dus à la mondialisation mais à des luttes sociales, menées dans un cadre national où s'élaborent des compromis. En France, actuellement selon l'INSEE, 10 % de la population concentre presque 50 % du patrimoine national. Rarement depuis 50 ans les inégalités n'ont été aussi fortes.

Les changements sont-ils liés à la mondialisation ou à des politiques internes de chaque Etat ? Il est clair que la mondialisation est aussi instrumentalisée pour peser et transformer les anciens compromis passés dans l'entre deux guerres et durant les Trente Glorieuses. La disparition du communisme a laissé le champ libre aux économies libérales et capitalistes, ce qui se traduit par un démantèlement des conquêtes sociales apparues parfois dès les années 1930. Ces débats agitent tous les pays développés et même la Chine.

A l'échelle nationale, les citoyens peuvent réagir par le vote, à l'échelle européenne et mondiale, c'est plus flou. On vient de créer une fédération syndicale mondiale. Le BIT cherche à faire émerger un certain nombre de droits à l'échelle mondiale. On voit émerger des revendications universelles comme la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Le grand débat porte sur la reconnaissance de droits nouveaux à l'échelle mondiale. Mais il y a des valeurs différentes des valeurs occidentales : en Asie, en terre d'Islam, des choses que l'on pensait acquises sont remises en question. La promotion par Bush du "modèle démocratique", l'instrumentalisation de la "démocratie" par les Américains a provoqué une réaction de rejet de la part des populations à qui on a voulu l'imposer. On assiste actuellement à la "désuniversalisation" de certains acquis que l'on pouvait, à tort ou à raison, considérer comme reconnus par une grande partie du monde.

- *Pourquoi la financiarisation de l'économie, la supériorité du moins- disant social, la mondialisation syndicale, prennent-ils le pas sur la mondialisation des Droits de l'Homme ?*

C'est indéniable. C'est lié à l'état des forces politiques aux échelles nationales et mondiales et au 3em stade de la mondialisation apparu depuis les années 1970/1980 débouchant sur un système où prédomine la suraccumulation financière dans un cadre ultra-libéral et hyper-concurrentiel. Mais les marges de manœuvre nationales ou continentales sont réelles. On peut même considérer que le rôle de l'Etat est aujourd'hui une question géoéconomique et géopolitique centrale de la mondialisation.

Ainsi, les Chinois vont faire leur TGV seuls. Ils font appel à Areva pour le nucléaire, à Airbus pour l'aéronautique mais dans 20 ans, ils seront capables de faire la même chose que nous aujourd'hui. Si on analyse la structure des 100 premières transnationales, on constate que leur marché national reste essentiel et que 60% des salariés ainsi que 75% du R&D restent dans le pays d'origine. Ces entreprises ont besoin plus que jamais d'un ancrage national. Elles ont besoin de l'aide des collectivités territoriales, du soutien des politiques publiques au plus haut niveau, de l'intervention de leurs Etats respectifs. Si les Etats-Unis prônent un "désarmement étatique" dans les instances géoéconomiques mondiales, rarement la mobilisation de leurs Etat n'a été aussi considérable, à l'OMC, pour financer Boeing contre Airbus ou intervenir militairement en Irak.

- *Quand les États interviennent pour soutenir l'entreprise, ils soutiennent l'emploi mais plus le capital qui est aux mains d'étrangers. N'y a-t-il pas conflit entre capital et travail ?*

En gros, où est le pouvoir ? La famille Peugeot contrôle Peugeot. Michelin est en commandite et s'est protégée pour rester une société familiale. Malgré de profondes mutations, les systèmes japonais ou allemands demeurent très verrouillés par des participations croisées entre groupes qui freinent ou empêchent l'arrivée inamicale de groupes étrangers concurrents alors que le marché anglo-saxon est complètement ouvert. Les Allemands et les Japonais ont des entreprises plus verticales [konzerne et keiretsus] alors que le modèle américain des FMN est globalement congloméral, on vend et on achète séparément les éléments de l'entreprise. Il y a donc des situations différentes selon les entreprises et les Etats. La mondialisation ne signifie donc en aucune manière la fin des modèles capitalistes nationaux.

Dans ce cadre général, il faut bien sur réfléchir aux mutations françaises qui sont - il est vrai - inquiétantes. Mais cette situation tient plus aux choix économiques et politiques fait depuis 20 ans par nos élites qu'à la seule mondialisation. Ainsi, cette année, grâce à une OPA, l'indien Mittal a mis la main sur Arcelor parce que la société a été imprudemment peut-être, introduite en bourse, sans qu'un noyau stable d'actionnaires français et communautaires n'en verrouillent à un niveau suffisant le contrôle du capital : une bonne partie du capital - c'est à dire des actions - était ainsi détenu par des groupes anglo-saxons dont les objectifs étaient avant tout financiers et qui se souciaient fort peu de politique industrielle ou d'équilibres territoriaux.

En gros, ils ont vendu au plus offrant. La puissance économique et la modernisation industrielle et technologique s'est très largement en France appuyé sur un modèle colbertien dans lequel l'Etat jouait un rôle d'impulsion et de commande majeur. Une grande partie de nos principaux atouts actuels (Airbus, Areva dans le nucléaire...) sont encore des héritages de la période gaulliste. Il est clair que la construction communautaire et l'insertion accrue dans la mondialisation pose à la France des questions politiques de fond à propos de l'adaptation de ce modèle. Encore faudrait-il qu'existe un véritable débat et que ce dégage - au delà des alternances politiques - un consensus minimal sur le rôle de l'intervention publique, mais nous ne sommes plus alors directement sur un terrain scientifique.

Il convient aussi de rappeler cette troisième phase de la mondialisation, une mondialisation financière et libéralisée, est une construction politique décidée et mise en œuvre par les Etats les plus puissants. La libéralisation des marchés des monnaies et des marchés actions peut être mieux régulée, des propositions en ce sens existent alors même que la Banque des règlements internationaux - la BRI sise à Bâle justement - ne cesse dans ces rapports annuels ces dernières années de mettre en garde contre le danger de crise systémique qui menace structurellement la système financier mondial. De même, les procédures d'OPA sont très différentes entre les Etats-Unis, le Royaume Uni, la France et l'Allemagne, chaque droit national gardant ses spécificités et étant plus ou moins libéral.

Les grandes puissances financières sont les banques et les assurances des pays les plus développés. La place financière de Paris, c'est 100 000 personnes, la plupart devant leurs écrans pour gagner de l'argent, virtuellement... Avant que la richesse circule, il faut la créer. Elle est ramassée par les réseaux bancaires et gérée par les réseaux européens ou mondiaux. Les fonds de pension spéculatifs anglo-saxons sont un autre problème. Leurs systèmes de retraite sont très faibles et il faut se constituer une retraite et une assurance privée, soit liés à l'entreprise, soit placés dans des organismes financiers. On bascule dans l'insécurité sociale. C'est un des gros problèmes des groupes industriels américains qui doivent provisionner des sommes colossales pour financer les futures retraites de leurs salariés et sont actuellement très fragilisés. Cela annonce un débat politique essentiel qui entraînera une reprise en main par l'Etat. Jamais les groupes financiers n'ont manié autant d'argent ! Les paradis fiscaux sont florissants, c'est encore un choix politique. Faut-il imposer la rentabilité des placements financiers ? C'est toujours un choix politique

- *Quelle est votre opinion sur l'économie sociale et solidaire ? A-t-elle sa place dans la mondialisation ? Est-elle une alternative à la mondialisation ?*

En tant que citoyen, on constate une demande sociale, une demande d'intervention politique accrue sur la mondialisation. On pense que le monde politique et syndical ne répond pas à la demande. Elle est prise en charge par une partie du monde associatif. Par des ONG, des organisations souvent dilettantes qui prétendent jouer des rôles politiques. Est-ce efficace ? Est-ce opérationnel ? A propos de l'économie sociale et solidaire, on juxtapose trois termes auxquels l'opinion est sensible : l'économie, le social, la solidarité. A priori, qui peut être contre ? Mais au delà de l'effet d'affichage et d'annonce, qui y a-t-il de réel derrière ? En étant un peu provocateur, on peut se demander si nous ne sommes pas dans une politique-gadget. Cela peut avoir une fonction démonstrative, mais limitée. Le commerce équitable, c'est moins de 3% de la production des produits de base de l'Amérique latine, c'est important mais aussi marginal et cela a des effets pervers. Comme l'ont illustré plusieurs conférences d'universitaires géographes lors du Festival International de Géographie sur l'alimentation, les paysans qui adhèrent au système voient leurs revenus augmenter de 20 à 40 % en 5 à 10 ans. Si cela pallie les carences de l'Etat, c'est aussi un facteur de disparités très fortes entre les villages qui ont pu adhérer au système et ceux pour qui ce n'est pas possible. Cela entraîne des jalousies et des tensions nouvelles. Le commerce équitable a des limites car ce marché est marginal et les réseaux ne peuvent absorber l'ensemble de la production de cacao et de café. C'est un révélateur d'un moment mais ne peut être efficace que le jour où il sera adapté à des productions à l'échelle mondiale. Concernant l'économie sociale et solidaire, elle rappelle les utopies socialistes du XIXème (Fourrier et le phalanstère), les mouvements coopératifs... C'est une belle idée mais qu'y a-t-il derrière ? Elle est souvent portée par les fonds publics et subventionnée pour venir en aide à des quartiers en difficulté, c'est une mise sous perfusion qui masque le manque de réponses sociales à la crise de la part de l'Etat qui se désengage de ces responsabilités. Au lieu de l'assistance sociale directe, on fait appel à des associations ou à des ONG.

- *Le libre échange est-il inhérent au développement des grandes puissances ?*

Un des gros problèmes est celui du libre échange qui en dehors de certains secteurs protégés profite aux économies les plus avancées et les plus développées. En dehors de certains secteurs très particuliers, comme le textile, il faut dégager des logiques sectorielles et une réflexion globale. Le libre échange est le

plus favorable aux économies les plus en avance au niveau technologique et qui ont la productivité la plus forte. La productivité du salarié français [la richesse créée en une heure par les salariés] a explosé depuis les années 1950. Un salarié en 2006 produit 4 à 5 fois de richesses de plus qu'un salarié des années 1980, et le phénomène se reproduit par cycle de 20 à 25 ans. Ce qui est frappant actuellement c'est la médiocre qualité des produits chinois. Les prix baissent mais les problèmes se multiplient. Il faut revoir notre réflexion sur notre système de consommation. Mieux acheter, moins jeter. Les Etats sont en contradiction les uns par rapport aux autres, les Allemands veulent libéraliser des secteurs différents des Français. A l'OMC, les contradictions sont telles que le système est bloqué depuis deux ans. La réponse est la multiplication des accords bilatéraux mais avec des rapports de force inégaux qui profitent au plus puissant mais c'est long et cela ne lève que des barrières partielles. Dans le domaine des services, de l'information, de la culture, des médias, ce n'est pas libéralisé. La France maintient son exception culturelle. On a libéralisé le plus facile et les débats d'envergure vont intervenir.

- *Quel est le rapport entre la politique et la mondialisation ? Quel est le pouvoir du citoyen ? On a l'impression qu'il est minime, l'OMC ne semble pas très démocratique*

Je pense avoir été assez clair : la mondialisation est aussi une création politique. Ceci pose bien sur le problème du rapport au politique, à la prise de décision et à la démocratie. On note que partout dans le monde, en particulier en Europe, face à chaque mouvement de contestation sociale ou politique, les instances concernées accusent le niveau supérieur d'être responsable de tout afin de se dédouaner. Ce processus alimente une profonde crise démocratique, un sentiment d'impuissance et la diffusion d'un sentiment anxigène généralisé. Dans ce débat de nature fondamentalement politique, quel peut être l'apport spécifique du géographe ? A mon sens, le problème fondamental réside dans la maîtrise d'une bonne articulation entre les différentes échelle d'intervention et de décision.

Ainsi par exemple, à l'échelle internationale, les Etats sont membres de l'OMC qu'ils ont fondé, qu'ils financent, où ils siègent et où ils prennent des décisions. L'ORD, qui est un organisme qui juge des différends commerciaux entre Etats dans l'OMC, obéit à un règlement fixé collectivement et adopté. Aucune capitale d'un Etat membre ne peut dire qu'il n'est pas au courant. On retrouve le même besoin de clarification à l'échelle communautaire de l'UE à 25 et bientôt à 27 en 2007. Les institutions sont très complexes, les débats sur le fait de savoir si nous sommes encore dans de l'inter-étatique et de l'inter-national ou déjà dans du supra-national et du supra-étatique est ouvert. Il convient en particulier de souligner que si les services de la Commission jouent un rôle croissant, les chefs d'Etats et de gouvernements continuent de trancher en dernier ressort, par exemple, les décisions stratégiques. Mais le plus frappant concernant l'UE et le débat sur la nature et le devenir de l'Union, c'est bien que paradoxalement le débat n'a pas eu lieu, même durant la campagne référendaire de l'an dernier qui a vu la France et les Pays Bas refuser la nouvelle constitution. On ne peut que souligner et déplorer le grave déficit démocratique qui touche à ces questions essentielles. Mais en changeant d'échelle géographique et déplaçant le centre de gravité de notre point de vue sur le monde, le plus frappant réside alors dans le fait que si nous nous sentons en crise et en plein doute - en France et en Europe, paradoxalement le reste du monde nous envie et nous prend comme modèle. Quand on est en Europe, on a un regard négatif sur nous alors qu'à l'étranger, nous faisons l'objet d'une certaine admiration, sinon d'une admiration certaine. Ce paradoxe est très géographique et très lié à la mondialisation mais que déjà un grand ancien pressentait en nous disant que selon que l'on soit d'un côté ou de l'autre des Pyrénées...

Laurent Carroué
A Mulhouse, le jeudi 9 novembre 2006
Café Rey

Notes : Françoise Dieterich
Co-animatrice du café de géographie de Mulhouse